

De la prescription nationale à la mise en acte sur le terrain : analyse de certaines activités de l'enseignant référent

Matthieu LAVILLE

Doctorant en sciences de l'éducation
Université de Caen Basse-Normandie

Résumé : À partir des textes législatifs, cet article propose, tout d'abord, une analyse comparée des anciens secrétaires de Commissions de l'éducation spéciale et des actuels enseignants référents au sein des deux dispositifs législatifs successifs (la loi du 30 juin 1975 et celle du 11 février 2005). En s'appuyant sur l'étude du déploiement de la prescription, l'article, dans un second temps, met en évidence les interprétations inter et intra départementales du cadre législatif définissant la fonction d'enseignant référent. Les notions de genre et de style, empruntées à la clinique de l'activité, ont appuyé l'analyse de certaines activités de l'enseignant référent.

Mots-clés : Besoins éducatifs particuliers - Enseignant référent - Équipe de suivi de scolarisation (ESS) - Équipe éducative (EE) - Genre - Handicap - Inclusion - Loi du 11 février 2005 - Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) - Partenariats - Prescription - Projet personnalisé de scolarisation (PPS) - Style.

Enactment on the grounds of national prescription Analysis of certain activities of the "enseignant référent"

Summary: From the legislative texts, this article first shows a comparative analysis of former "secrétaires de Commissions de l'éducation special" and current "enseignants referents" (french educational coordinators of pupils with special educational needs) in the two successive legislative plans (Law of June 30th, 1975 and Law of February 11th, 2005). Based on the study of the implementation of the prescription, the article, secondly, highlights the inter and intra-departmental interpretations of the legal framework defining the function of "enseignant referent". The notions of "genre" and "style", borrowed from the clinic of activity, supported the analysis of certain activities of the "enseignant referent".

Keywords: Enseignant référent - Équipe de suivi de scolarisation (ESS) - Genre - Handicap - Inclusion - Law of February 11th 2005 - Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) - Partnerships - Projet personnalisé de scolarisation (PPS) - Prescription - Special educational needs - Style.

LE droit à la scolarisation des enfants handicapés est une notion centrale de la *Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* du 11 février 2005. Le législateur rompt avec le principe d'intégration pour tendre vers celui de l'inclusion. Alors que l'intégration supposait « *une certaine extériorité de départ* » (Kriegel, 2004) obligeant l'élève handicapé à faire ses preuves pour être ensuite admis dans la communauté scolaire